

Près d'une cigarette sur deux consommée en France n'a pas été achetée chez un buraliste en 2023 : la France, 1^{er} pays européen de la consommation de cigarettes illicites

Le marché parallèle du tabac continue sa progression alarmante en France avec plus de 43%¹ des cigarettes consommées achetées hors du réseau domestique légal en 2023, soit une hausse de près de 9% sur un an. Une progression qui interroge l'efficacité de la politique française de lutte contre la cigarette alors que le nombre de fumeurs reste stable.

***Paris La Défense, le 9 septembre 2024** – Le commerce parallèle de cigarettes en France atteint un nouveau record en 2023 avec près de 22 milliards de cigarettes consommées ne provenant pas du réseau légal des buralistes². Malgré les promesses politiques et des opérations coup de poing récentes, ce chiffre a doublé en l'espace de 10 ans, passant de 21,6% en 2012 à 43,2% en 2023.*

La France, médaille d'or de la consommation de cigarettes illicites

En 2023, la France a confirmé sa place de championne d'Europe de la consommation de cigarettes de contrefaçon et de contrebande, avec **16,8 milliards de cigarettes illégales consommées**, notre pays représentant à lui seul près de **la moitié des volumes illégaux de l'Union européenne**, devançant de loin les autres pays comme la Grèce (3,5 milliards) ou l'Allemagne (1,6 milliard). Plus spécifiquement, avec 6,27 milliards de cigarettes contrefaites consommées (l'équivalent de 310 millions de paquets), soit près de 50%, la France détient toujours le record au sein de l'Union européenne.

La lutte contre les trafics : des mesures nécessaires mais insuffisantes

Le plan tabac 2023-2025 mis en œuvre par le gouvernement n'a pas permis d'inverser la tendance : les achats parallèles, principalement alimentés par la contrebande et la contrefaçon, pourraient bientôt représenter une cigarette sur deux consommée dans notre pays.

La forte baisse des volumes de vente dans le réseau légal (-8% en 2023), conjuguée à la stagnation de la prévalence tabagique³ depuis 4 ans (autour de 24,5% de la population adulte), atteste du changement de comportement des fumeurs adultes qui diversifient leurs canaux d'approvisionnement pour contourner les taxes tabac sans arrêter de fumer. Année après année, le marché parallèle, phénomène rampant mais croissant, s'impose progressivement comme la norme.

« Au lieu de réduire le nombre de fumeurs, la politique fiscale a maintenu les fumeurs dans la cigarette en faisant flamber un marché parallèle complexe à endiguer. Les plans de lutte mis en place par les autorités sont louables et indispensables, mais incomplets... En tentant de rendre la cigarette légale

¹ D'après le rapport KPMG 2023 sur la « [Consommation de cigarettes illicites en Europe](#) » réalisée par KPMG pour Philip Morris International.

² D'après le [rapport KPMG 2023](#).

³ Pourcentage de personnes se déclarant fumeuses »

inaccessible économiquement, les hausses répétées des taxes ont fait basculer les fumeurs dans le système D.» constate Xavier Puech, Président de Philip Morris France SAS.

Trois perdants : les consommateurs, les buralistes et l'Etat

Faute d'un renouvellement des politiques de lutte contre la cigarette qui restent essentiellement fondées sur les hausses de taxes, les fumeurs, loin d'arrêter de fumer, sont incités à acheter des cigarettes illicites à bas prix pour préserver leur pouvoir d'achat.

Alors que la question budgétaire est un enjeu majeur pour notre pays, le cercle vicieux - stagnation de la prévalence, hausse des taxes, croissance du commerce illicite - engendre pour l'Etat français un manque à gagner fiscal estimé à **7,26 milliards d'euros sur l'année 2023, dont 2,7 milliards d'euros directement liés à la contrefaçon**. Depuis trois ans, le produit des hausses annuelles de taxes tabac ne parvient plus à combler l'érosion des revenus liés à la baisse des volumes légaux, entraînant une aggravation du déficit public de plus de 1,3 milliard d'euros. À l'inverse, le marché parallèle s'avère très lucratif pour les organisations criminelles opérant sur notre territoire (c. 2 milliards de revenus générés estimés).

« Axer la politique de lutte contre la cigarette uniquement sur les taxes se révèle contreproductif non seulement pour les fumeurs mais aussi pour les finances publiques et les revenus des buralistes. A l'heure où le déficit budgétaire de l'Etat devient critique, plusieurs rapports officiels récents⁴ pointent les pertes de recettes fiscales engendrées par ce cercle vicieux », analyse ainsi Xavier Puech, Président de Philip Morris France.

Des pays voisins tels que le Royaume-Uni ou l'Italie développent des approches multidimensionnelles qui ne reposent pas uniquement sur les taxes et qui encouragent les consommateurs à sortir de la cigarette en adoptant des produits moins nocifs, enregistrant ainsi une baisse significative du nombre de fumeurs. Alors que le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) devrait bientôt être publié, les données françaises éclairent d'une lumière nouvelle l'inefficacité de la politique du tout fiscal contre la cigarette menée dans notre pays.

Contact presse

Romain Dufour

Responsable Médias Philip Morris France SAS

romain.dufour@pmi.com

06 20 00 31 38

Adrien Peltier

EurosAgency Group

pmf@eurosagency.eu

06 68 55 99 05

⁴ Rapport Cour des comptes et Rapport de la Commission des Comptes de la Sécurité Sociale.